

CURIERUL JUDICIAR

DOCTRINA — JURISPRUDENȚA — LEGISLAȚIUNE — ECONOMIE POLITICA — FINANȚE

D I R E C T O R : C I R U E C O N O M U

Licențiat în drept din Paris, Consilier la Înalta Curte de Casație

PRIM-REDACTOR: ION N. CESARESCU

REDACTOR-PROPRIETAR: I. S. CODREANU

A B O N A M E N T U L

Pe an, în România	40 lei
6 luni	20 "
3 luni	10 "
Străinătate: 50 lei pe an, 25 pe 6 luni	

*Apare de două ori pe săptămână
sub redacțiunea unui comitet*

Abonamentele se plătesc totdeauna înainte

Redacția & Administrația
București, **CALEA RAHOVEI**—6
Lângă Palatul Justiției
TELEFON № 16/98

S U M A R

L'incapacité successorale des étrangers d'après l'art. 7 de la Constitution roumaine, (urmare) de d-l *Lucian Holoney*.

JURISPRUDENȚĂ:

- Curtea de Casație s. I: *Ministerul cultelor (Cassa școalelor) cu Alice Nanu și alții*;
Curtea de apel București s. IV: *Iani Cristea cu Ștefan Georgescu ș. a.*;
Tribunalul Ilfov s. III: *Ion Niculescu cu Eugenia Iordănescu*;

L'incapacité successorale des étrangers d'après l'art. 7 de la Constitution roumaine *)

I

Aperçu général sur l'article 7.

3. — *Effets juridiques de la naturalisation. — Enfants mineurs. — Femme mariée.*

Par la naturalisation, l'étranger acquiert tous les droits des nationaux. Cette naturalisation n'a pas d'effet rétroactif et n'a force juridique que pour l'avenir: les enfants majeurs, à l'époque de la naturalisation de leurs parents, restent étrangers et ne peuvent devenir Roumains, que par la même voie que celle adoptée par leurs parents, c'est-à-dire par une naturalisation.

1^o. *Enfants mineurs.* Quant à l'état des enfants mineurs du naturalisé, il existe une vive controverse. Nos lois sont muettes relativement à cette question.

Ni le Code civil, ni la Constitution n'ont aucune indication pour l'interprète.

D'après *Mr. Dissesco*, la naturalisation profite à tous ceux qui au moment de la naturalisation se trouvaient sous la puissance du chef de famille; tant les enfants sous l'autorité paternelle, que la femme sous l'autorité maritale. ¹⁾

Au contraire, *Mr. D. Alexandresco* soutient que

les enfants, qui étaient mineurs au moment de la naturalisation de leur père, restent étrangers et ne peuvent devenir Roumains, qu'en obtenant eux-mêmes et individuellement la naturalisation. ²⁾

Quant aux enfants nés après la naturalisation, il est certain, qu'ils sont Roumains, conformément à l'art. 10, § 1 du Code civil.

Mais, où la question peut être plus controversée, c'est sur le point de savoir, si la nationalité de l'enfant doit être établie d'après la condition que les parents avaient au moment de la naissance ou de la conception.

C'est ainsi, qu'il est difficile à résoudre cette question, lorsque les parents de l'enfant étant étrangers pendant l'époque de la gestation, étaient devenus Roumains au moment de la naissance.

Dans ce cas l'enfant doit-il être considéré comme Roumain ou comme étranger?

La maxime *Infans conceptus pro nato habetur, quoties de ejus commodis agitur* s'applique-t-elle en faveur de l'enfant en cette matière?

La naturalisation, comme principe constitutionnel est donc *une faveur individuelle* et sans effet sur les enfants déjà nés avant qu'elle était accordée; elle profite seulement à l'individualité qui l'a obtenue.

La jurisprudence est même fixée en ce sens:

«Considérant, dit un arrêt de notre Cour Suprême, que la naturalisation étant un bénéfice qui s'accorde à l'étranger, elle est individuelle, touche seulement la personne qui l'a obtenue et ne peut étendre ses effets aux enfants existants avant la naturalisation, ce qui est plus vrai encore, parceque l'enfant acquiert la nationalité dont son père bénéficiait déjà au moment de sa naissance et il ne peut perdre cette qualité essentielle de l'état civil, que seulement par un acte de sa volonté expressément ou tacitement manifesté et que d'autre part, si la nationalité est un droit dont le citoyen peut seulement disposer, par conséquent, le père pendant la minorité de ses enfants, n'a aucune qualité ni mandat de la loi pour changer leur patrie et leur nationalité d'origine; et que d'ailleurs, on ne peut pas tirer nul argument décisif de l'autorité de la puissance paternelle, parceque le législateur n'a accordé

*) Vezi *Curierul Judiciar* No. 78/909.1) C. G. Dissesco. — *Cours de droit constitutionnel*, II, p. 507.2) D. Alexandresco. — *Explication théorique et pratique du Droit civil Roumain*, 2-ème édition, 1906, I, p. 320—322.

au père, que le droit de surveiller et de diriger l'éducation de ses enfants mineurs et celui de prendre soin de leur avoir, mais nullement le droit abusif de renoncer en leur nom au bénéfice d'une nationalité qui était acquise tant aux enfants, qu'à la nation à qui ils appartiennent, etc.»³⁾

2^o. *Femme mariée.* L'art. 12 du Code civil prescrit en termes très claires que l'étrangère qui se marie avec un Roumain devient Roumaine. L'unité de la famille motive ce changement de nationalité, parceque sa personnalité se confond, pendant le mariage, avec celle du mari et que les deux époux ne représentent juridiquement qu'une seule personne, *erunt duo in carne uno.*

Les mêmes raisons concernant la femme se retrouvent dans l'alinéa 1 de l'art. 19 du Code civil, ainsi rédigé: *La Roumaine qui se marie avec un étranger, suivra la condition de son mari.*

De ce qui précède, il ressort donc, que la femme mariée devient Roumaine ou étrangère d'après la nationalité de son mari, mais seulement d'après la nationalité du mari au moment de la célébration du mariage.

Pendant le mariage, le mari est libre de changer sa nationalité comme bon lui semble, ce changement est sans aucune influence sur la nationalité acquise par la femme par le fait de son mariage.

Donc, lorsque une étrangère se marie avec un Roumain, ou qu'une Roumaine épouse un étranger est devenue ainsi Roumaine ou étrangère quoique son mari devient ensuite étranger ou Roumain.

Par contre, la loi anglaise avant 1870, n'admet pas que la femme en se mariant prenne la nationalité de son mari. D'après ce système, la femme était considérée comme Roumaine par rapport aux lois roumaines et considérée comme anglaise d'après les lois anglaises.

Mais d'après la loi de 1870, en Angleterre, l'étrangère qui épouse un Anglais devient Anglaise (§ 10, al. 1).

La femme Anglaise étant réputée n'avoir d'autre nationalité que celle de son mari, elle devient étrangère si elle épouse un étranger ou si son mari perd sa qualité d'Anglais.

La femme Anglaise d'origine et devenue étrangère par son mariage reste étrangère après son veuvage; mais elle peut obtenir certificat de réadmission dans la nationalité britannique (art. 10, al. 2).

La nationalité Roumaine d'une femme, qui se marie avec un étranger, est perdue pour elle pendant toute la durée de son mariage, car elle ne peut redevenir Roumaine que par le veuvage (art. 19, al. 2 du Code civil).

Par le mot «veuve» on entend tous les cas dans lesquels la femme mariée est devenue libre: par

la mort de son mari, la transcription du jugement de divorce sur les registres de l'état civil, etc.

La femme devenue veuve acquiert *ipso jure*, d'après ce texte, la qualité de Roumaine, sans avoir à remplir des formalités.

La Cour de cassation a décidé, que toutes les fois qu'une Roumaine se marie avec un étranger, qui n'a aucune nationalité (Heimatlos)⁴⁾, la femme ne peut acquérir une nationalité que le mari ne possède pas; elle reste donc Roumaine. (*Curierul Judiciar* 1903, No. 22 avec la note instructive de *Mr. D. Alexandresco*, et No. 83; et *Dreptul* 1903, No. 25.)

En outre, la Cour de cassation a établi, que dans tout mariage valide d'une Roumaine avec un étranger, la Roumaine qui perd par suite sa nationalité ne perd pas son origine, et par conséquent ne perd pas la capacité d'acquérir des immeubles ruraux. (*Dreptul* 1901, No. 83; *Curierul Judiciar*, 1902, No. 1.)

Mais, cette solution de la Haute Cour est tout-à-fait inadmissible; elle est critiquée avec raison par la doctrine et n'est pas suivie par les Tribunaux, ni les Cours.

4. — *Reconnaissance de la qualité de Roumain.* Outre les Roumains, citoyens de l'État roumain, il existe également des Roumains soumis à la protection de divers États.

Ces Roumains appartiennent à la nationalité de l'État où ils se trouvent résidés par rapport à l'organisation politique.

Mais, ils peuvent devenir citoyens Roumains, par une naturalisation de faveur, c'est-à-dire par une reconnaissance de la qualité de Roumain.

Les Roumains de tout État, sans distinction de lieu de naissance, dit l'art. 9 de la Constitution, ayant prouvé qu'ils ont renoncé à la protection étrangère, peuvent obtenir de suite l'exercice des droits politiques en Roumanie par un vote du Corps législatif.

On admet, que la reconnaissance de la qualité n'est pas individuelle comme l'est la naturalisation, mais qu'elle produit ses effets juridiques sur toutes les personnes soumises à l'autorité paternelle ou maritale du reconnu; et qu'on considère que ces personnes ont eu *ab initio* la qualité de Roumain par l'effet rétroactif de la reconnaissance.

Toutes ces considérations relatives aux effets de la reconnaissance, ne sont pas dans l'esprit de la Constitution, parceque le § 3 de l'art. 7 se réfère aux reconnaissances comme aux natu-

³⁾ *Bulletin de la Cour de cassation roumaine*, 1883, p. 465 et 1900, p. 682.

⁴⁾ A. Weiss 2. — *Traité théorique et pratique de Droit international privé*, I, p. 20. Voir aussi: Heffter, *Das europäische Völkerrecht der Gegenwart*.

realisations et le législateur a cru superflu de répéter cette disposition dans l'art. 9⁵).

L'interprétation de la jurisprudence a conduit en outre à admettre, que la reconnaissance de la qualité de Roumain étend aussi ses effets sur les enfants mineurs⁶).

La Cour de cassation, toutes Chambres réunies, avait même établi que les Roumains d'autres États que le Royaume, ont la capacité d'acquérir des immeubles ruraux en Roumanie, *indépendamment et même avant toute reconnaissance par le Parlement roumain* (*Curierul Judiciar*, 1889, No. 18.) Mais, sur les critiques faites par *Mr. D. Alexandresco*, l'éminent jurisconsulte, dont nous apprécions profondément la précieuse amitié, la Haute Cour est revenue sur ses vues. (*Curierul Judiciar*, 1903, No. 79.)

* * *

1^e *Observation.*—Pour terminer avec les conséquences juridiques de la nationalité en Roumanie, il est nécessaire d'ajouter qu'il existe encore une catégorie entière de Roumains, les *habitants de la Dobrodja*, qui se trouvent dans une situation exceptionnelle.

Par l'annexion de la Dobrodja, tous les habitants de cette province, qui étaient citoyens Ottomans en 11 Avril 1877, sont devenus Roumains par la loi du 9 Mars 1880.

D'après cette loi d'organisation de cette province, les habitants de la Dobrodja, quoique Roumains, sont dans une position exceptionnelle en ce qu'ils ne jouissent pas de la plénitude de l'exercice des droits civils et politiques, comme les Roumains de ce côté du Danube.

Les habitants de la Dobrodja, qui, par l'annexion, sont devenus *ipso facto* Roumains, conformément aux principes du droit international, sont cependant jusqu'à présent étrangers et ne peuvent pas acquérir des immeubles ruraux en Moldavie et en Valachie.

En pratique on a vu un cas d'expulsion d'un Roumain, habitant de la Dobrodja et qui a même exercé un mandat pour l'administration locale.

Dans la célèbre affaire *Dr. Rakovsky*, le gouvernement au lieu de l'envoyer devant la justice ordinaire, dans le cas où elle a eut des motifs sérieux contre ce chef des ouvriers, qui par son action politique périliterait la sûreté et la paix intérieure du pays, lui a, arbitrairement, appliqué la loi sur les étrangers.

Par cet acte, l'administration a manifestement violé un principe fondamental de la Constitu-

tion qui rend impossible l'expulsion des Roumains (art. 13) et par son refus constant de l'envoyer devant la justice du pays, a encore éludé l'article 14 de la Constitution qui est ainsi rédigé: *Personne ne peut pas être soustrait, contre sa volonté, aux juges qui lui donne la loi.*

Un telle application de la Constitution, juge la valeur morale de cet acte administratif et prouve combien nous sommes éloignés de l'Angleterre, pays de origine de nos principes constitutionnels⁷).

Une loi récente du 18 Avril 1909, pour l'accord des droits politiques aux habitants de *Constantza* et de *Toulcea*, contient à l'art. 3 la disposition suivante: *Auront l'intégrité des droits politiques et par conséquent les droits des électeurs: les habitants citoyens Ottomans*, qui avaient leur domicile réel dans les districts de *Constantza* et de *Toulcea* à la date du 11 Avril 1877, ainsi que leurs descendants, même ceux nés après cette date, en tant qu'ils prouveront que ni les uns, ni les autres n'ont pas émigré, ni bénéficié d'une protection étrangère.

Cette loi est donc dans l'esprit de la Constitution, mais quant aux effets juridiques, elle n'accepte pas le principe de la faveur individuelle de l'art. 7; toutefois elle laisse profiter de cet exercice des droits politiques même les enfants nés après 1877, c'est-à-dire, qu'elle inscrit ainsi le principe de la rétroactivité de la naturalisation.

* * *

2^e *Observation.*—La loi Roumaine est appliquée aux Israélites nés et établis en Roumanie, du moment qu'ils ne relèvent pas d'un État étranger et n'ont pas de statut personnel; toutefois, la Cour de cassation les qualifie *d'étrangers*.

Considérant, dit un arrêt de notre Cour de cassation, toutes Chambres réunies, après deux divergences, que la loi du 7 Avril 1881 ne fait aucune distinction entre les diverses catégories d'étrangers qui pourraient habiter le territoire de la Roumanie; que par le droit accordé au gouvernement par cette loi, d'expulser tout étranger, soit-il résidant seulement ou même domicilié en Roumanie au sens legal du mot, le législateur a voulu investir le gouvernement de ce pouvoir contre toute personne qui n'a pas la nationalité roumaine, et qui par sa conduite compromettrait la sûreté intérieure du pays;

Considérant, qu'un *Israélite, quoique né et élevé en Roumanie*, s'il ne prouve pas, qu'il a obtenu la naturalisation, — la seule condition pour qu'un étranger devienne Roumain — *ne peut être considéré que comme étranger* et la mesure d'expulsion prise contre lui est légale. (*Curierul Judiciar*, 1907, No. 29 et 42; *Dreptul*, 1907, No. 45).

Quoique la Constitution ne connaît que deux catégories des personnes: les Roumains (art. 5) et les étrangers (art. 11), toutefois, dans notre vie publique réelle, les Israélites existent comme

⁵) Voyez en ce sens: Bulletin de la Cour de cassation roumaine, 1891, p. 372; 1893, p. 406; 1897, p. 520; 1903, pag. 784; 1904, p. 574.

⁶) Bulletin de la Cour de cassation roumaine, 1894, p. 391.

⁷) Voyez notre ouvrage: Principes fondamentaux du gouvernement parlementaire, Bucarest, 1906, p. 100.

une classe intermédiaire entre les Roumains et les étrangers, et alors la loi sur l'expulsion ne peut pas leur être appliquée, parcequ'elle ne vise pas les Israélites, et ces lois exceptionnelles ne peuvent être interprétées qu'en sens restrictif.

Même la loi communale de 5 Avril 1874 (art. 24), qui était en vigueur au moment de la revision de la Constitution, parle d'*Israélites indigènes* (Israéliți pământeni).

V. Boeresco, dans son rapport sur le projet de revision de l'art. 7, § 5, de la Constitution mentionne que les Israélites ne sont ni Roumains, ni étrangers, mais *sujets roumains*.

La Cour d'appel de Bucarest et l'éminent jurisconsulte M-r N. Mandrea (Junius), président de la Cour de cassation, consacrent le principe suivant: les *Israélites indigènes* en tout qu'ils ne sont soumis à la protection d'un Etat étranger, jouissent de la plénitude de tous les droits comme les Roumains (en dehors des droits politiques), ne peuvent être considérés comme étrangers et par conséquent, ne peuvent pas être expulsés⁸⁾.

(A suivre)

LUCIAN HOLONEY

Avocat
Bucarest

INALTA CURTE DE CASAȚIE ȘI JUSTIȚIE, S. I

Audiența dela 4 Maiu 1909

Președenția d-lui D. CUCULI, consilier

Ministerul cultelor și instr. publice (Casa școalelor)
cu Alice Nanu și alții

Retract litigios. — Cazul în care se poate exercita în tot cursul procesului și în orice stare s'ar găsi.

Retract litigios tinzând la curmarea unui proces -- Când poate fi propus? -- Condițiunile cerute ca un drept să poată fi litigios.

Determinarea caracterului juridic al lucrului cedat. — (Art. 1402, 1403 și 1315 din Codul civil).

1. Conform art. 1402 și 1403 din Codul civil, acela în contra căruia există un drept litigios se poate libera de cesionar, înnumărându-i prețul real al cesiunii, speșele contractului și dobânda din ziua când cesionarul a plătit prețul cesiunii; și, în atare caz, retractul litigios se poate exercita în tot cursul procesului și în orice stare s'ar găsi el înaintea instanțelor judecătorești.

2. Retractul litigios, tinzând la curmarea unui proces început, el poate fi propus chiar atunci când procesul a parcurs filiera ordinară a judecării de fond și se găsește pendinte înaintea unei instanțe care judecă numai hotărîrea, iar nu însuș procesul, de vreme ce acea instanță poate anula hotărîrea atacată și a pune astfel din nou în chestiune dreptul dedus în judecată.

3. Conform art. 1403 din Codul civil, pentru ca un drept să fie litigios, trebuie ca lucrul cedat să fie un proces angajat înaintea instanțelor judecătorești asupra fondului dreptului și procesul neterminat definitiv, sau ca fondul — temeiul dreptului — să fie contestat de către acela în contra căruia se formulează pretențiunea, iar lipsa uneia sau altelea din aceste condițiuni fac ca retractul pretins de către cedat să fie neadmisibil.

4. Spre a se determina caracterul juridic al lucrului cedat, trebuie să ne raportăm la momentul când el a fost cedat, iar nu la acela în care cesiunea a fost notificată cedatului; iar lipsa de notificare nu poate avea alt efect decât acela de a libera pe debitorul cedat, dacă el dovedește că mai înainte de notificare se liberase față de cedant, după cum aceasta o prevede formal art. 1395 din Codul civil.

Deciziunea 199/909. — Respins, după divergență, retractul litigios propus de Casa școalelor în procesul cu recurenta Alice Nanu, cesionara drepturilor litigioase cumpărate dela Gabriel Muzicescu.

Curtea,

Ascultând pe d-nii Antonescu și M. Cireseanu, avocații Casei școalelor, în susținerea incidentului relativ la retractul litigios;

Pe d-nii C. G. Dissescu, Take Ionescu și M. Pherekyde, avocații recurente, în combateri;

Deliberând,

Asupra incidentului ridicat de către Casa școalelor prin reprezentantul său M. Antonescu;

Având în vedere că înainte de rezolvirea mijloacelor de casare, invocate de Casa școalelor în contra deciziei cu No. 11 din 1908 a Curții de apel din Iași, secția II¹⁾, asupra căroră în sânul acestei Inalte Curți s'a ivit divergență de păreri, Casa școalelor a cerut ca această Inaltă Curte să recunoască că recurenta Alice Nanu este cesionara unor drepturi litigioase ce a cumpărat dela Gavril Muzicescu și prin consecință să pronunțe retractul litigios, conform art. 1402 din Codul civil;

Având în vedere că, în sprijinul pretențiunii sale, Casa școalelor susține că Alice Nanu fiind cesionara a 2/3 din părți din drepturile de moștenire cumpărate de Gavril Muzicescu dela Matilda Buzdugan, nu a intervenit în procesul intentat Institutului Bașotă, de către Gavril Muzicescu, decât înaintea Curții de apel din Iași, care a pronunțat deciziunea atacată cu recurs; că în momentul intervenției sale dreptul dedus în apel era litigios de oarece fusese obiectul procesului angajat în prima instanță între cedatul Gavril Muzicescu de o parte și Institutul Bașotă, căruia i s'a substituit prin hotărîre judecătorească Casa școalelor; că deși actul de cesiune al intimatei Alice Nanu poartă data de 27 Maiu 1896, epocă anterioară intentării acțiunii ce face obiectul deciziei supusă recursului, totuș acest act de cesiune fiind sub semnătură privată nu-i poate fi opozabil decât dela data la care i s'a notificat; că această dată nu poate fi decât aceea la care Alice Nanu a făcut apel la Curtea din Iași în baza acestei chestiuni; că retractul litigios tinzând la stingerea procesului ce este pendinte, poate fi opus în orice stare a acestui proces, pe câtă vreme nu s'a pronunțat o ho-

⁸⁾ Curierul Judiciar, 1902, No. 52; 1904, No. 13; 1905, No. 75.

¹⁾ Vezi Dreptul No 29 din 1908, pag. 227, și observația d-lui profesor D. Alexandrescu, care însoțește această decizie (N.R.)

tătre definitivă și neatacabilă pe vreo cale extraordinară; că înaintea acestei Inalte Curți fiind de rezolvat încă patru mijloace de casare, retractul litigios poate fi ordonat chiar atunci când Inalta Curte este constituită spre a tranșa divergența ivită asupra mijloacelor în chestiune;

Având în vedere dispozițiunile art. 1402 și 1403 din Codul civil;

Considerând că este netăgăduit, potrivit art. 1402 din Codul civil, că acela în contra căruia există un drept litigios se poate libera de cesionar înnumărându-i prețul real al cesiunii, speșele contractului și dobânda din ziua când cesionarul a plătit prețul cesiunii; că, în atare caz, retractul litigios se poate exercita în tot cursul procesului și în orice stare s'ar găsi el înaintea instanțelor judecătorești;

Considerând că retractul litigios tinzând la curmarea unui proces început, el poate fi propus chiar atunci când procesul a parcurs filiera ordinară a judecării de fond și se găsește pendinte înaintea unei instanțe care judecă numai hotărîrea, iar nu însuș procesul, de vreme ce acea instanță poate anula hotărîrea atacată și a pune astfel din nou în chestiune dreptul dedus în judecată;

Considerând că, așa fiind, și pe cât timp această Inaltă Curte nu a judecat încă toate mijloacele de casare invocate de Casa școalelor, lucrul ce face obiectul procesului nu a încetat de a fi litigios, și deci cererea Casei școalelor este admisibilă în principiu; că singura chestiune ce rămâne a se discuta este aceea de a se ști dacă drepturile dobândite de Alice Nanu sunt litigioase și prin urmare dacă Casa școalelor este în drept de a opune retractul litigios invocat;

Considerând că, conform art. 1403 din Codul civil, pentru ca un drept să fie litigios, trebuie să îndeplinească următoarele condițiuni: lucrul cedat să fie un proces angajat înaintea instanțelor judecătorești asupra fondului dreptului și procesul neterminat definitiv, sau ca fondul, — temeiul dreptului — să fie contestat de către acela în contra căruia se formulează pretențiunea; că lipsa uneia sau altelea din aceste condițiuni fac ca retractul pretins de către cedat să fie neadmisibil;

Considerând că este constant, în fapt, că Alice Nanu a devenit cesionară a două părți din trei din dreptul succesoral al Matildei Buzdugan în ziua de 27 Maiu 1896, în virtutea unui act de cesiune sub semnătură privată, intervenit între dânsa și Gavril Muzicescu, acest din urmă cesionar, la rândul său, al drepturilor Matildei Buzdugan; că această cesiune nu a fost adusă la cunoștința Institutului Bașotă deținătorul drepturilor cesionate, decât în urma apelului făcut de Alice Nanu în contra hotărîrii Tribunalului Iași, pronunțată între Gavril Muzicescu, reprezentat prin fiica sa Aurora și Institutul Bașotă;

Considerând că înaintea Curții din Iași, Casa școalelor, reprezentantă a Institutului Bașotă, a declarat de simulat actul de cesiune, contestându-i atât data cât și sinceritatea; că Curtea, în urma unor debateri contradictorii, a recunoscut că actul poartă, în adevăr, data de 27 Maiu 1896 și că este serios;

Considerând că, în urma acestei constatări, astăzi nu se mai poate tăgădui nici data nici sinceritatea acestui act;

Considerând că stabilit fiind judecătorește că la 17 Maiu 1896 Alice Nanu a devenit cesionara dreptului său, recunoscut prin hotărîrea supusă recursului, urmează a se examina dacă în momentul cesiunii lucrul cesionat era litigios;

Considerând că, din lucrările aflate în dosar, reiese că Gavril Muzicescu, cesionarul primitiv, a intentat acțiunea sa tocmai la 18 Iulie 1902; că în prima instanță acțiunea lui Gavril Muzicescu a fost respinsă ca nesustinută; că, prin urmare, la 17 Maiu 1896, dreptul dobândit de Alice Nanu nu formase încă obiectul unui proces, și cu atât mai puțin nu se putuse contesta de Institutul Bașotă temeinicia lui; că, așa fiind, din elemen-

tele cerute de lege pentru admiterea retractului propus de Casa școalelor lipsește litigiul dedus în judecată;

Considerând că Casa școalelor adaugă că dânsa este terță persoană; că cesiunea operată între Gavril Muzicescu și Alice Nanu nu-i poate fi opozabilă decât din momentul ce i-a fost notificată; că această notificare producându-se în cursul procesului angajat între dânsa și Muzicescu, numai la această epocă trebuie cercetat caracterul juridic al acelei cesiuni; că la acea epocă procesul găsindu-se judecat în prima instanță, lucrul cedat devenise litigios și ca atare susceptibil de a deveni obiectul retractului prevăzut de art. 1402 din Codul civil;

Considerând că, în drept, speșea a determina caracterul juridic al lucrului cedat, trebuie să ne raportăm la momentul când el a fost cedat, iar nu la acela în care cesiunea a fost notificată cedatului; că lipsa de notificare nu poate avea alt efect decât acela de a libera pe debitorul cedat, dacă el dovedește că mai înainte de notificare se liberase față de cedant; că, în această privință art. 1395 din Codul civil este formal;

Considerând că, în speșă, Casa școalelor nu invocă vreun drept dobândit contra lui Gavril Muzicescu înainte de notificare, ci se mărginește în a susține că lucrul trebuia să fie declarat litigios după caracterul pe care l-ar fi având în momentul notificării, ceea ce juridicește nu se poate admite decât în cazul când s'ar fi putut dovedi că cesiunea poartă o dată fictivă, menită a eluda dreptul Casei școalelor de a opune retractul litigios, fapt ce la instanța de fond nu s'a putut învedera;

Considerând că, așa fiind, cererea Casei școalelor este nefondată;

Pentru aceste motive, Curtea respinge, etc.

CURTEA DE APEL DIN BUCUREȘTI, S. IV-a

Audiența dela 4 Noembrie 1909

Președenția d-lui EM. ANASTASIU, președinte

Iani Cristea cu Ștefan Georgescu ș. a.

Deciziunea No. 53.

Contract de locațiune — Condițiuni cerute ca el să fie opozabil proprietarului indiviz. — Semnarea ca martor a coproprietarului indiviz, în chitanța ce ținea loc de contract. — Consimțirea în mod tacit la închiriere. — Opozabilitatea acelu contract.

Deși este adevărat că, în principiu, pentru ca un contract de închiriere să fie valabil și opozabil coproprietarului indiviz, trebuie să fie consimțit și de acesta, totuș acest consimțământ poate fi exprimat nu numai în mod expres, dar și în mod tacit.

Prin urmare, cînd unul din moștenitorii indivizi a figurat la facerea unei chitanțe care ținea loc de contract, prin semnarea lui ca martor în acea chitanță, prin aceasta el a consimțit în mod tacit la închirierea făcută, și deci acel contract îi este opozabil.

S'a ascultat din partea apelantului d-nii avocați Stavri Predescu și M. G. Valerian;

D-l avocat N. Alexandrescu din partea intimatului, și D-l avocat M. Iosefachi pentru tutearea Arghira Th. Georgescu.

Curtea,

Asupra apelului făcut de Iani Cristea în contra ordonanței prezidențiale No. 578 din 23 Octombrie 1909 a Trib. Ilfov, secția III;

Având în vedere că prin această ordonanță s'a admis acțiunea intentată contra apelantului de către Ștefan D. Georgescu, în calitate de moștenitor major al def. T. Georgescu și coproprietar în diviziune cu frații săi minori asupra imobilului din str. Popa Tatu No. 102, rămas pe urma numitului defunct și prin consecință s'a obligat apelantul Iani Cristea să evacueze, pe ziua de 26 Octombrie 1909, apartamentul ce ocupă în acel imobil în calitate de chirie, de oarece contractul de închiriere, în baza căruia deține apartamentul, a fost consimțit numai de mama reclamantului în calitate de tutrice a fraților săi minori, fără a avea și consimțământul său de coproprietar, întru cât era major la epoca când s'a făcut acel contract de închiriere;

Având în vedere că este necontestat că între apelantul Iani Cristea și Arghira T. Georgescu, în calitate de procuratoare a soțului său T. Georgescu, a intervenit un contract de închiriere relativ la apartamentul în chestiune pe termen de 5 ani, care urma să expire la 23 Aprilie 1912; că în timpul duratei acestui contract și după încetarea din viață a proprietarului T. Georgescu, apelantul convine cu Arghira Georgescu, în calitate de tutrice a minorilor săi copii, să prelungească contractul pe încă 2 ani și jumătate în schimbul unui avans și cu o urcare de 250 lei pe an la chirie; că în acest scop s'a format un nou contract pentru care s'a făcut provizoriu o chitanță cu data 21 Maiu 1909, iar a doua zi s'a redijat actul de închiriere și s'a autentificat; că în vedere că vechiul contract nu mai avea nici o rațiune de a exista, apelantul și d-na Georgescu l-au reziliat de comun acord la 6 Iunie a. c. făcând mențiune de aceasta pe acel contract; că, în fine, noul contract de închiriere a și fost pus în executare tutorea primindu-și chiria până la Sf. Gheorghe 1910, pe lângă un avans de 700 lei ce i s'a dat în contul chiriilor viitoare;

Având în vedere că intimatul St. Georgescu, unul din moștenitorii defunctului T. Georgescu, a cerut și tribunalul a încuviințat evacuarea de către apelantul Iani Cristea a apartamentului închiriat, susținând în stabilirea cererii sale că contractele de închiriere în temeiul cărora apelantul deține acel apartament: unul, adică cel vechiu, se găsește reziliat, iar celălalt, adică noul contract de închiriere, fiind consimțit numai de mama sa, în calitate de tutrice a minorilor săi frați, adică de parte din coproprietarii indivizi, fără a avea și consimțământul său de coproprietar — nu-i este opozabil;

Având în vedere că deși este adevărat că, în principiu, pentru ca un contract de închiriere să fie valabil și opozabil coproprietarului indiviz, trebuie să fie consimțit și de acesta, totuși acest consimțământ poate fi exprimat nu numai în mod expres, dar și în mod tacit;

Având în vedere că din chitanța cu data de 21 Maiu 1909, pe baza căreia s'a format contractul nou de închiriere, se vede că pe lângă tutoare și apelant a figurat și a luat parte și comostenitorul Ștefan Georgescu, care a semnat ca martor acea chitanță;

Având în vedere că participarea numitului în acest mod la facerea chitanței, care ținea locul noului contract, este incompatibilă cu altă explicațiune decât aceea că el a înțeles că și după ajungerea sa la majorat, care avusese loc cu 10 zile mai înainte, să autorize pe mama sa să continue mai departe a administra în numele moștenitorilor imobilul succesoral;

Că, prin urmare, el a autorizat pe mama sa și a consimțit în mod tacit la închirierea făcută de dânsa, pe care o socotea valabilă din moment ce nu se prevala de drepturile sale proprii, și prin urmare acel contract îi este opozabil;

Că, de altă parte, nu s'a dovedit cu nimic că apelantul Iani Cristea știa că acest moștenitor devenise major cu câteva zile mai înainte;

Că nici nu este de crezut că apelantul, care avea deja un contract valabil ce urma să expire tocmai la 1912, să renunțe la efectele lui, în schimbul altui contract care să emane numai dela tutoare, când ar fi știut că unul dintre minori era ajuns la majoritate;

Că, din contră, aceasta dovedește tocmai buna lui credință și ignoranța în care se afla el asupra faptului că unul din copii ajunsese la majoritate;

Având în vedere că chiar dacă acest mandat tacit ar suferi vreo îndoială, în tot cazul împrejurările în cari a avut loc facerea noului contract și rezilierea celui vechiu, cari sunt într-o strânsă corelațiune, cum și participarea în acest mod a comostenitorului major la facerea unui act prin care se închiria bunul comun, dovedește dacă nu concertul fraudulos între tutoare și fiul său major, cel puțin intențiunea acestuia de a induce în eroare pe apelant, făcându-l să creadă că el este încă minor, și deci că poate trata în mod valabil cu mama lui în calitate de tutoare a sa;

Că, dar, prin acest fapt al său, de vădită rea credință, intimatul urmează a fi considerat cel puțin decăzut din dreptul de a mai cere nerespectarea acestui contract, care dacă are vreun vițiu se datorește tocmai manoperilor sale dolosive;

Că din moment ce, față de împrejurările arătate, participarea intimatului Georgescu este incompatibilă cu vreo altă explicațiune decât una din aceste două ipoteze, Curtea găsește inutilă proba cu martori cerută de intimatul Georgescu spre a dovedi un fapt cu totul neverosimil și anume că el s'ar fi opus în mod formal a semna contractul, invocând faptul majorității sale;

Având în vedere că în ce privește chestiunea dacă, în orice caz, vechiul contract fiind reziliat numai de tutoare, iar nu și de intimat, acestuia îi este încă opozabil, și dacă intimatul a ratificat sau nu rezilierea făcută numai de mama sa, această chestiune devine fără interes din moment ce se decide că noul contract este valabil și opozabil intimatului;

Că, dar, apelul urmează a fi admis, iar acțiunea introdusă la prima instanță respinsă ca nefondată.

Pentru aceste motive, Curtea admite apelul, etc.

(ss) E Anastasiu; C Sărățeanu; St. Mladoveanu; G. A. Mavrus.

Grefier (s) Gh. M. Demetrescu.

TRIBUNALUL ILFOV, SECȚIA III

Audiența dela 1 Octombrie 1909

Președenția d-lui PETRE HAGIOPOL, președinte

Ion Niculescu și Eugenia Iordănescu

Sentința No. 552

Obligațiuni. — Neexecutarea totală sau parțială a unei obligațiuni. — Cazul când ea poate da loc la daune. —

Sechestrul judiciar. — Obligațiunea lui în limitele puterilor conferite. — Cazul când obligă pe aceia în favoarea cărora s'a luat aceste măsuri.

Acțiune. — Condițiuni cerute pentru a se da naștere la o acțiune.

Executarea provizorie. — Consecințele execuțiunii provizorii când dau naștere la daune?

1. Pentru ca neexecutarea totală sau parțială a unei obligațiuni să poată da loc la daune, trebuie, între altele, să fie imputabilă debitorului, căci numai în acest caz poate fi considerat ca fiind autorul prejudiciului suferit de creditor, și prin urmare ținut a-l repara.

2. Deși atunci când cel însărcinat cu sechestrul judiciar regulat numit, a contractat în

limitele puterilor cari i-au fost conferite, obligă pe aceia în favoarea cărora măsura de sechestru a fost înființată; dar acest principiu nu poate fi aplicabil și atunci când prin decizia Curții de apel se desființează măsura de sechestru judiciar luat de tribunal, caz în care actele de executare fiind anulate, se anulează și consecințele lor.

3. În principiu, pentru ca autoritatea judecătorească să statueze prin o condamnățiune într-o cerere dedusă judecătii, trebuie ca părțile protivnice să dețină lucrul și să se împotrivescă la restituirea sau plata lui.

4. Consecințele executării sentințelor cu execuția provizorie, dacă dau naștere la daune, în caz de infirmarea judecătii cad în sarcina și pe rizicul celui ce a făcut-o, care s'a prea grăbit să o execute.

5. Pentru ca neexecutarea unei obligațiuni să poată da loc la daune, trebuie, între altele, să fie imputabilă debitorului.

Prin urmare, dacă o parte execută o hotărîre, departe de a fi în culpă, nu a făcut decât să se conforme drepturilor ce i-au fost conferite prin acea sentință și deci nu poate fi ținut la daune.

Tribunalul,

Asupra acțiunii d-lui Ion Nicolescu, făcută prin petiția înregistrată la No. 287565/908 și No. 6760/909, prin care cere ca d-l Nicolae Voinescu, în calitate de sechestru judiciar al averii defunctului Ilie lordănescu, Eugenia lordănescu, personală și în calitate de moștenitoare a defunctului Ilie lordănescu, și Petre lordănescu, să fie obligați solidari a-i plăti: 1) suma de 22.500 lei, câștiul de arendă ce a împrumutat d-lui N. Voinescu pentru a fi plătit d-lui N. Turnescu, cu dobândă de 5%, din momentul plății până în momentul restituirii; 2) suma de 1000 lei, cheltueli ce a făcut cu transportul lui și al familiei sale la moșia Rași; 3) suma de 30.000 lei, daune ocazionate prin pierderea beneficiului său pe timpul de doi ani al exploatarea moșiei și a faptului că a fost împiedicat a lua o altă moșie în arendă, — plus cheltueli de judecată

Având în vedere că din desbaterile orale urmate în instanță, actele prezentate, cum și din concluziunile scrise depuse de părți se constată: că d-l Petre lordănescu, pretinzînd că ar avea drepturi asupra averii rămăsa dela fiul său Ilie lordănescu, între altă avere, și pe moșia Rași, a cerut și Tribunalul Ilfov, secția I, prin sentința cu No. 426/908, a ordonat înființarea măsurii sechestrului judiciar pe toată averea rămasă dela numitul defunct, numindu-se în calitate de sechestru judiciar d-l Nicolae Voinescu; această hotărîre, dată cu execuția provizorie, după stăruința reclamantului Petre lordănescu, se execută prin corpul portăreilor și d-l Nicolae Voinescu este pus în posesiune asupra averii defunctului Ilie lordănescu, între altele și pe moșia Rași; d-l Nicolae Voinescu, în calitate de sechestru judiciar, cu autorizarea tribunalului, se împrumută suma de 22.500 lei pentru plata câștiului moșiei Rași ce defunctul o avea în arendă în asociație cu soția sa Eugenia lordănescu dela d-l N. Turnescu, și convine cu reclamantul Ion Nicolescu, sub anumite condițiuni pre-

văzute printr'un contract, a exploata această moșie. D-na Eugenia lordănescu, posterior acestora, făcînd apel contra sentinței tribunalului care ordonase măsura de sechestru judiciar, obține câștig de cauză, și prin decizia Curții de apel, secția II, cu No. 238/908 București—după ce se constată că Eugenia lordănescu și soțul Ilie lordănescu au luat în arendă dela d-l N. Turnescu moșia Rași și că Petre lordănescu, chiar dacă ar avea vr'un drept el nu poate fi decât la o lichidare a asociației—se reformează această sentință și se scoate de sub sechestru judiciar moșia Rași. D-na Eugenia lordănescu execută această decizie și în baza acelei executări este repusă în posesie, iar d-l Ion Nicolescu ca consecință acestei executări este izgonit de pe moșie. D-l Ion Nicolescu, pretinzînd că pe temeiul sentinței tribunalului care înființase măsura de sechestru judiciar și încuviințase pe d-l Nicolae Voinescu a face împrumuturi de bani spre a exploata moșia, era în drept a contracta cu d-l sechestru judiciar, a avansat suma de 22.500 lei, a făcut cheltueli de transport la moșie și că prin executarea deciziei Curții de apel i s'a cauzat daune, a intentat acțiune contra d-lui Nicolae Voinescu, în calitate de sechestru judiciar al succesiunii Ilie lordănescu, Eugeniei lordănescu, personală și în calitate de moștenitoare a defunctului Ilie lordănescu și d-lui Petre lordănescu, care face obiectul acestui proces ce este pendinte a se judeca. Acestea sunt faptele.

Având în vedere că d-l Ion Nicolescu, prin d-l avocat Gr. Urlăteanu, susține că sechestrul judiciar reprezintă pe părțile litigante, este mandatul lor și obligă pe mandanți când lucrează în limitele mandatului; că actele sechestrului judiciar N. Voinescu, convenind cu dănsul privitor la exploatarea moșiei și la împrumutul sumei de 22.500 lei pentru plata arenzei moșiei Rași proprietarului I. Turnescu, fiind de pură administrație și în drept a le face, erau ținuuți a le respecta, și prin urmare sunt obligați a restitui cheltuelile ocazionate, cum și daunele suferite din această călcare a contractului.

În ce privește cererea față de d-na Eugenia lordănescu.

Având în vedere că d-na Eugenia lordănescu, prin d-l avocat I. Saita, se opune la această cerere și susține, între altele, în ce privește daunele, că pentru a fi răspunzătoare trebuie să le fi produs fără drept, ori chiar dacă d-l Ion Nicolescu ar fi suferit, ele provenind prin punerea sa în posesiune asupra moșiei Rași în baza deciziei Curții de apel din București, secția II, cu No. 238/908, care a reformat sentința tribunalului Ilfov secția I, care ordonase înființarea sechestrului, uzând de un drept al său executînd această hotărîre, nu poate fi ținută a le repara; iar în ce privește validitatea convențiunii ce d-l Ion Nicolescu ar fi încheiat cu d-l N. P. Voinescu, sechestrul judiciar, că deciziunea Curții de apel din București, secția II, cu No. 238/908 reformînd sentința Tribunalului Ilfov, secția I, cu No. 426/908, prin care s'a pus sub sechestru moșia Rași, în baza căreia d-l Ion Nicolescu contractase cu sechestrul judiciar, prin efectul reformării, casînd hotărîrea tribunalului, a căzut și toate actele executate, prin urmare și această convențiune;

Având în vedere că, în principiu, pentru ca neexecutarea totală sau parțială a unei obligațiuni să poată da loc la daune trebuie între altele, să fie imputabilă debitorului, căci numai în acest caz poate fi considerat ca fiind autorul prejudiciului suferit de creditor și prin urmare ținut a-l repara;

Având în vedere că, chiar presupunînd că d-l Ion Nicolescu ar fi încercat daune, din momentul ce d-na Eugenia lordănescu, punîndu-se în posesia moșiei Rași în executarea deciziei Curții de apel, uzînd de un drept al său, neputîndu-se imputa nici o culpă, ea nu poate fi ținută de responsabilă și prin urmare obligată a le repara;

Având în vedere că este adevărat căd terțiul însărcinat cu sechestru judiciar regulat numit, a contractat

în limitele puterilor cari i-au fost conferite, obligă pe aceia în favoarea cărora măsura de sechestrul a fost încuviințată; dar acest principiu nu poate fi aplicabil, întru cât, în speță, prin efectul reformării sentinței tribunalului prin decizia Curții de apel, desființându-se măsura de sechestrul judiciar, actele de executare sunt anulate, prin urmare și consecințele lor, cu un cuvânt toate lucrurile sunt puse în starea unde erau înainte de judecată ca și cum nu ar fi existat niciodată, ceea ce este cu totul altceva;

Având în vedere că din momentul ce acesta este efectul deciziei Curții de apel care reformează o sentință a tribunalului, este cert că riscul execuției provizorii cade în totdeauna în sarcina celui ce o face, care în definitiv nu are decât să suferă consecințele grabei ce a pus-o de a o executa, iar celorlalți terți culpei lor cari au tratat în asemenea condiții. Vezi «*Procédure civile*» C. Garssonnet, Vol. V, pag. 955.

Având în vedere că odată ce este constant că principiu este astfel, singura obligațiune de care ar rămâne răspunzătoare d-na Eugenia Iordănescu ar fi de a restitui cheltuelile ocazionate, cari i-ar fi folosit;

Având în vedere că din actele din dosar se constată, și reclamantul Ion Niclescu nu a dovedit altfel, că arenda, muncile, arăturile și însămânțările moșiei au fost plătite de d-na Eugenia Iordănescu;

Că dar, așa fiind, această cerere, din această privință, este nefundată și urmează a fi respinsă.

In ce privește plata sumei de 22.500 lei, câștiul de arendă ce a împrumutat d-l sechestrul judiciar N. Voinescu pentru a fi plătit proprietarului moșiei Rași, I. Turnescu:

Având în vedere că, în principiu, pentru ca autoritatea judecătorească să statueze prin o condamnățiune într-o cerere dedusă judecătii, trebuie ca părțile protivnice să dețină lucrul și să se împotrivescă la restituirea sau plata lui;

Având în vedere că din actele din dosar, de altfel necontestate de părți, se constată că suma de 22.500 lei împrumutată de d-l sechestrul judiciar Eugeniu Voinescu, dela reclamantul Ion Niclescu, pentru plata arenzei moșiei Rași, fiind refuzată de a fi primită de proprietarul I. Turnescu, a fost consemnată și se găsește depusă la Casa de depuneri iar recepisa în conservarea tribunalului;

Având în vedere că în instanță d-na Eugenia Iordănescu, d-l Ilie Iordănescu, cât și d-l Nicolae Voinescu, sechestrul judiciar, declară că nu dețin această sumă, că nu se împotrivesc la liberarea ei și că reclamantul Ion Niclescu este în drept a o primi dela Casa de depuneri;

Având în vedere că din momentul ce reclamantul Ion Niclescu dovedește că această recepisă de bani este proprietatea sa, iar celelalte părți nu se opun la restituirea ei, este în drept, fiind la dispoziția sa, a cere oricând liberarea ei dela Casa de depuneri;

Că dar, așa fiind, această cerere este fundată în acest sens și urmează a se dispune liberarea ei.

In ce privește cererea reclamantului Ion Niclescu față de Ilie Iordănescu:

Având în vedere că din sentința Tribunalului Ifov, secția I, cu No. . . . , cât și din decizia Curții de apel București sub No. . . . , se constată că măsura de sechestrul judiciar a fost cerută de d-l Ilie Iordănescu și că în urma cererii, după stăruința sa, a fost executată sentința cu execuția provizorie și pus în posesiunea moșiei Rași d-l Nicolae Voinescu ca sechestrul judiciar;

Având în vedere că consecințele executării sentințelor cu execuția provizorie, dacă dau naștere la daune, în caz de infirmarea judecătii, cad în sarcina și pe riscul celui ce a făcut-o, care s'a prea grăbit să o execute;

Având în vedere că din actele din dosar se constată, de altfel necontestate de părți, că d-l Nicolae Voinescu, în calitate de sechestrul judiciar, a convenit cu d-l Ion Niclescu, printr'un anume contract, la exploatarea moșiei Rași; ca acesta în executarea acestei convenții s'a

deplasat la moșie, făcând cheltueli, împrumutări de bani, și i-a cauzat și daune;

Având în vedere că tribunalul, apreciind cheltuelile ocazionate și daunele conferite de reclamantul Ion Niclescu prin executarea acestei convenții găsește că suma de 2000 lei reprezintă echivalentul lor;

Având în vedere că din momentul ce d-l Ilie Iordănescu a stăruit în facerea acestei executări, urmează a fi obligat a-i suporta consecințele ei;

Că dar, așa fiind, această cerere este în parte fondată și urmează a fi admisă.

In ce privește cererea reclamantului Ion Niclescu față de d-l Nicolae Voinescu în calitate de sechestrul judiciar:

Având în vedere că, în principiu, pentru ca neexecutarea unei obligațiuni să poată da loc la daune, trebuie, între altele, să fie imputabilă debitorului;

Având în vedere că d-l Nicolae Voinescu dacă a executat această hotărîre, departe de a fi în culpă, nu a făcut decât să se conforme drepturilor ce i-au fost conferite prin sentința tribunalului și celelalte încheieri judecătorești; prin urmare, nefiind culpă, nu poate fi ținut la daune;

Având în vedere că, în afară de aceasta, din momentul ce tribunalul a constatat că d-l Ilie Iordănescu este răspunzător de consecințele acestei executări, și că suma de 2000 lei reprezintă echivalentul prejudiciului suferit, dauna prin aceasta fiind reparată, reclamantul Ion Niclescu devine fără calitate a mai cere alte daune;

Că dar, așa fiind, această cerere este nefundată și urmează a fi respinsă;

Având în vedere că în ce privește acțiunea de chemare în garanție, intentată de P. Iordănescu și N. Voinescu este nefundată, întru cât d-na Eugenia Iordănescu, prin efectul deciziei Curții de apel care scoate de sub sechestrul judiciar moșia Rași, infirmând sentința tribunalului, rămâne străină de consecințele executării și nu poate fi ținută la nici o obligațiune rezultând din aceasta;

Pentru aceste motive, redactate de d-l președinte, admite acțiunea intentată, etc.;

(s) P. Hagiopol.

(s) Grefier, Al Pr. Teodorescu.

A apărut: Suplimentul II (volumul V) din *Codul General al României*, cuprinzând toate legile, regulamentele, decretele, convențiunile diplomatice și circulările dela 1908—1909 luna Noemvrie, având o «*Anexă*» cu toate regulamentele de navigație pe Dunăre și Prut, regulamentul Comisiunii Danubiene, precum și toate *legiuirile otomane* aplicabile pământurilor rurale din Dobrogea. *Un volum de 1200 pagini*, adnotat cu trimiteri și note explicative, de d-l C. Hamangiu, procuror la Curtea de apel din Galați.

A apărut: *Tratat de drept comercial după doctrină și jurisprudență. Despre asociațiunile în participație și societățile civile și străine*, volumul II, partea I, de C. N. Toneanu, avocat, Galați. Se găsește de vânzare la librăria Negoescu și Manițu pe prețul de 4 lei, unde se află și volumul I pe preț de 8 lei și *Falimentele*, partea I și II, ambele pe preț de 6 lei.

Rugăm stăruitor pe abonații rămași în întârziere cu plata abonamentelor, să trimită sumele datorate prin mandat postal direct la administrația ziarului «*Curierul Judiciar*» București, sau să plătească la prezentare numai în mâna încasatorilor: I. RIVEANU pentru provincie și I. ST. TUDOROIU pentru Capitală, în schimbul chitanțelor ce vor emite din registrul ce matea, investite cu stampila: CURIERUL JUDICIAR.